

La Faculté de Droit et de Sciences Politiques
19 Mars 1962



Organise

**En collaboration avec le laboratoire : services publics et
développement**

Un colloque national

Portant Sur :

*« La sécurité dans l'espace Euro-Maghrébin Perceptions
différenciées et /où regards convergents »*

Le 11 et 12 Avril 2017

LA SECURITE DANS L'ESPACE EURO –MAGHREBIN :
PERCEPTIONS DIFFERENCIEES ET / OU REGARDS CONVERGENTS

Étroitement liée aux notions de souveraineté, de territorialité et d'espace normatif national, la sécurité, en tant que compétence régaliennne, s'identifie très largement à la construction de l'Etat-nation. Or, ce modèle est peu à peu soumis à diverses perturbations du fait du « printemps arabe ». Ainsi, la fragilisation des États et la mondialisation des risques et des menaces, doivent conduire à l'élaboration de nouveaux référentiels d'actions qui visent à dépasser, voire à transcender l'ancestral cloisonnement des missions policières et militaires, clivées entre lutte contre l'adversaire interne et lutte contre l'ennemi extérieur.

Ces transformations, quelles que soient les critiques formulées du mode explicatif, justifient un discours et des solutions en faveur d'une politique de sécurité mieux adaptée à un environnement méditerranéen en pleine mutation. Au-delà de la rhétorique, des pratiques de coopération policière ou militaire s'imposent aujourd'hui comme une évidence. Une politique coordonnée doit alors se développer. Car, la question de la pertinence des territoires nationaux de sécurité est désormais posée par rapport l'insécurité. On doit avoir à l'esprit que les enjeux sous-jacents sont bien au-delà de ce qui relève d'une logique d'ajustement à la construction de nouveaux problèmes politiques. Derrière tout retour sur les territoires de sécurité et les principes qui doivent les fonder, il y a implicitement, en arrière-fond, cette tension fondamentale entre deux grandes conceptions de l'ordre politique.

Dans l'une des conceptions, la sécurité est d'abord une institution (les forces de sécurité) qui s'inscrit dans un territoire lui-même support du pouvoir politique de l'État. Elle est un des instruments de l'exercice légitime de la contrainte et, à ce titre, se pose comme une des formes d'expression de la métaraision de l'État. Rien ne symbolise mieux ce modèle que le « ministère de l'intérieure » expression de la monumentalité publique, dont la façon avec laquelle sont régies ses activités

concourent à rappeler l'importance réelle et symbolique de l'exercice de fonctions régaliennes.

Dans l'autre conception, la sécurité est moins une institution qu'une politique publique. Cette appréhension de la sécurité emprunte moins à l'organisation qu'à la finalité. Elle fait moins appel à la compétence juridique de ceux en charge de l'assurer qu'à leur intervention sur le terrain.

Dans la première conception, on est dans une génétique du religieux même si, par un transfert de sacralité, c'est l'État qui prétend à la transcendance. Dans le second modèle, on est dans une génétique de la communauté : les conflits entre les membres du groupe social, les transgressions de certains d'entre eux ne peuvent être traités que par des individus qui le représente. Si l'on circule dans le temps de l'histoire ou dans l'espace géographique maghrébin, on trouve cette tension fondamentale entre ces deux conceptions de la notion de sécurité.

Mais les incertitudes qui pèsent sur l'évolution de l'espace politique méditerranéen et son haut degré d'imprévisibilité obligent à prendre en compte le risque de surprise ou de rupture stratégique. Cette nouvelle donne conduit forcément à avancer cette autre considération suivant laquelle les territoires nationaux de la puissance publique sont contestés par des nouveaux territoires de gestion internationale des problèmes publics, participant en fait de ce qu'on peut appeler : une nouvelle poussée de déterritorialisation des problèmes de sécurité et face à laquelle surgissent les difficultés pour y remédier de point de vue de la sécurité publique (nationale).

Le maître mot employé, de façon incantatoire, est alors celui de « globalisation ». Est-ce à dire que, face aux limites de la première et classique conception de sécurité (la sécurité comme politique de maintien de l'ordre), que face à l'impossibilité d'une politique de territorialisation *top down*, c'est la seconde conception de la fonction de sécurité qui s'imposerait.

En effet, cette politique de sécurité comme gestionnaire du risque déterritorialisé conforme à l'idée de « sécurité globale » semble être mieux appropriée. Dès lors il faut adapter polices et armées à un état permanent de « paix-crise-guerre », en ne raisonnant plus en termes de substitution ou d'annexion de la défense à la sécurité, mais en terme de couplage permanent de dispositifs de police et de dispositifs militaires. Sur ce point une harmonisation de politique de sécurité et une coopération entre États méditerranéens en la matière permettront une meilleure polyvalence des forces armées comme celle des dispositifs de sécurité intérieure. Les moyens militaires ou de sécurité doivent en effet pouvoir être employés dans des contextes différents et être capable à faire face, à bref délai, à des changements dans l'intensité des risques auxquels ils peuvent être exposés.

Ainsi, la présente rencontre vise à démontrer d'une part, en quoi la nouvelle donne politique en Méditerranée active cette tension fondamentale entre la conception classique et une nouvelle conception de la sécurité. D'autre part, loin d'annoncer le triomphe d'une conception sur l'autre les politiques de gestion de risque déterritorialisé de l'insécurité s'inscrivent plutôt dans les nouveaux schémas de la notion de « sécurité globale ».

Axes d'intervention :

1- Regard méthodologique et théorique des conceptions de sécurité dans l'espace euromaghrébin :

- L'approche institutionnelle de la sécurité.
- L'évolution de La dimension géopolitique des relations euro maghrébines.
- Les différents regards et conceptions de la sécurité entre les rives de la méditerranée.

2- les enjeux politiques et sécuritaires dans l'espace euro maghrébin :

- Le terrorisme.
- L'immigration clandestine (la dimension socioculturelle) et crimes transnationaux.
- Les enjeux écologiques.

3- Stratégies sécuritaires adoptées face aux menaces:

- Le dialogue inclusif et non ingérence.
- Les stratégies adoptées dans la politique internationale et régionale.
- La sécurité intérieure : Du système policier à la socialisation.

Comité scientifique :

- 1- **KARADJI Mustapha**, Professeur, doyen de la faculté de droit et de sciences politiques, Université de Sidi Bel Abbès.
- 2- **KADA BEN Benali**, Professeur, président du conseil scientifique, Université de Sidi Bel Abbès.
- 3- **KAMEL Boumediene**, Professeur, Université de Sidi Bel Abbès.
- 4- **BOUKABANE Larbi**, Professeur, Université de Sidi Bel Abbès.
- 5- **MEKELKEL Bouziane**, Professeur, Université de Sidi Bel Abbès.
- 6- **KACEM ELAID Abdelkader**, Professeur, Université de Sidi Bel Abbès.
- 7- **BENMOUSSA Abdelwahab**, Professeur, Université de Sidi Bel Abbès.
- 8- **BOUCENDA Abbas**, Professeur, Université de Sidi Bel Abbès.
- 9- **MAOUANE Mustapha**, Professeur, Université de Sidi Bel Abbès.
- 10- **BOUDALI Mohamed**, Professeur, Université de Sidi Bel Abbès.
- 11- **TACHMA Boumediène**, Professeur, Université de Tlemcen.
- 12- **CHAIB Soraya**, Maître de conférences, directrice de laboratoire « Service public et développement », Université de Sidi Bel Abbès.

- 13- **BERREDANE Rachid**, Maitre de conférences, directeur de laboratoire
« droit immobilier », Université de Sidi Bel Abbès.
- 14- **MORDI Mostefa**, Maitre de conférences, Université Oran 2.
- 15- **AYAD Mohamed Samir**, Maitre de conférences, Université de Tlemcen.

Comité d'organisation :

- 1- CHAIB Soraya (Présidente du comité) .
- 2- RAHALI Mohamed.
- 3- BOUCHOUIREF Nawel.
- 4- BEY OMAR Radia.
- 5- LEBOUKH Mohamed.
- 6- FARAOUN Mohamed.
- 7- BACHIR Mohamed Amine.
- 8- MOLEY DJALTI Kada.
- 9- MALAH Souad.
- 10- MALEH Soraya.

- **Les communications peuvent être en arabe ou en français.**
- **Les communications doivent comporter un résumé ainsi que des mots-clés en arabe et en français.**

Date importantes :

- **Date d'envoi des résumés :** avant le 15 Mars 2017.
- **Date d'envoi des communications complètes :** avant le 01 Avril 2017.
- Les résumés et les communications doivent être envoyés à l'adresse suivante :

« SECU2017@yahoo.com »